



ACTION INTERNATIONALE POUR LE CLIMAT
AU-DELÀ DE 2012

COMPTE-RENDU DU
DIALOGUE SUR LE CLIMAT À POCANTICO



ACTION INTERNATIONALE POUR LE CLIMAT
AU-DELÀ DE 2012

COMPTE-RENDU DU
DIALOGUE SUR LE CLIMAT À POCANTICO

NOVEMBRE 2005

*Le Dialogue sur le Climat à Pocantico
a été organisé par
le Centre Pew sur les changements climatiques globaux
avec le soutien
des Fondations caritatives Pew, de la Fondation des Nations-Unies,
de la Fondation mondiale Wallace et de la Fondation des frères Rockefeller.*

*Les réunions du Dialogue sur le Climat à Pocantico
se sont tenues au
Centre de Conférence Pocantico de la Fondation des frères Rockefeller
du
14 au 16 juillet et du 6 au 9 octobre 2004,
du 23 au 25 février et du 26 au 28 septembre 2005.*

*Les participants au Dialogue sur le Climat à Pocantico sont intervenus en leur nom propre,
et leur participation au dialogue et à ses résultats ne préjuge pas des politiques et positions
de leurs organismes respectifs. Le présent rapport ne reflète pas nécessairement l'opinion
de la Fondation des frères Rockefeller.*

*Traduction:
Nicole Aussedat avec Cédric Philibert*

Avertissement des co-présidents

Depuis juillet 2004, le Centre Pew sur les changements climatiques globaux a réuni un groupe restreint de responsables politiques et de partenaires du monde entier pour qu'ils participent au Dialogue sur le Climat à Pocantico, une suite de débats passant en revue les différentes alternatives pour faire progresser la lutte internationale contre le changement climatique. Nous avons eu l'honneur de présider ce groupe, et nous avons désormais le plaisir de vous présenter le compte-rendu de nos travaux.

Nous agissons ainsi avec une conscience accrue des défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés — et avec un espoir renouvelé de trouver des solutions communes. Au cours de nos quatre sessions de concertation, la discussion a couvert de nombreux aspects, allant des subtilités de l'élaboration d'une réglementation jusqu'aux aspects plus fondamentaux d'un changement politique et social. Le but n'était pas d'arrêter un plan précis pour agir, mais plutôt d'obtenir un consensus autour d'un ensemble de propositions que le groupe tout entier estimait dignes de considération pour la communauté en général. Ce rapport, nous le pensons, atteint ce but.

Parmi toutes les idées très utiles des pages qui suivent, nous pensons que deux sont d'une importance capitale:

- Tout d'abord, il existe désormais de sérieuses preuves scientifiques qui justifient une action bien plus forte, dès maintenant et dans les décennies à venir, afin de réduire les causes et de se préparer aux conséquences du changement climatique mondial.
- En second lieu, ceci exige que les principales économies mondiales prennent leurs responsabilités pour s'entendre et agir sur la base de propositions équitables et efficaces afin d'infléchir les émissions globales de gaz à effet de serre.

Notre dialogue prend fin à un moment décisif. La récente entrée en vigueur du Protocole de Kyoto est un accomplissement historique — qui contraint enfin les gouvernements et les marchés à prendre des mesures concrètes concernant le changement climatique. Cependant, les désaccords persistants à propos de Kyoto révèlent l'ampleur du défi. Élargir et renforcer l'effort international au-delà de 2012 nécessiteront de nouvelles approches novatrices élaborées sur les initiatives déjà en

cours. Cela demande également une détermination beaucoup plus ferme de tous pour protéger le climat mondial. Il n'existe pas de moment ou d'endroit plus propice pour débiter ceci que le mois prochain à Montréal, moment crucial pour que les gouvernements lancent une démarche qui arrive à un nouvel accord multilatéral.

Nous nous félicitons de l'esprit et du succès de notre échange informel. Les participants ont contribué au dialogue avec une diversité d'expériences et d'expertises couvrant les champs de la diplomatie, des affaires, de la politique et de l'analyse. Ils ont également montré une sincère volonté de trouver un terrain d'entente et d'ouvrir des chemins nouveaux. En nous exprimant ouvertement et en sachant nous écouter, nous avons tous considérablement appris les uns des autres, et nos visions s'en sont trouvées collectivement élargies et enrichies.

En tant que co-présidents de ces discussions fructueuses, nous tenons à remercier tous les participants pour leur disponibilité et leurs apports. Nous souhaitons également remercier José Maria Figueres pour ses contributions en amont de cette initiative. Au nom du groupe et en notre nom propre, nous vous présentons ce compte-rendu avec l'espoir qu'il contribue, maintenant et dans les années à venir, à un effort multilatéral énergique et soutenu en faveur du climat.

Eileen Claussen
Présidente
Centre Pew sur les changements
climatiques globaux

Ged Davis
Directeur général
Forum économique mondial

SOMMAIRE

| | |
|-----------------------------------------------------------|----|
| <i>Résumé</i> | I |
| Introduction | 5 |
| I. Les Raisons d'Agir | 7 |
| II. Structurer l'Effort à Venir | 9 |
| III. Options pour Renforcer l'Action Multilatérale | 13 |
| Eléments | |
| Des Éléments à l'Action | |
| Conclusions | 21 |
| <i>Liste des Participants</i> | 22 |
| <i>Notes</i> | 25 |
| <i>Références</i> | 26 |

RÉSUMÉ

Le changement climatique mondial lance un immense défi à long terme aux gouvernements, au monde des affaires et à la société en général. Les premières manifestations du réchauffement climatique ont mieux mis en évidence ses dangers et l'urgente nécessité d'agir. Il existe désormais de sérieuses preuves scientifiques qui justifient une action bien plus soutenue, dès maintenant et dans les décennies à venir, à la fois pour prévenir les conséquences potentielles les plus graves du changement climatique et pour se préparer à affronter les effets négatifs qui ne peuvent être évités. La question de fond est de déterminer la meilleure manière d'engager les nations et leurs populations dans un effort à long terme qui mobilise équitablement et efficacement la technologie et les ressources pour protéger le climat mondial et soutenir la croissance économique.

STRUCTURER L'EFFORT À VENIR

Le changement climatique est par nature un défi mondial auquel il faut répondre en termes mondiaux. La Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) jette les bases et les principes directeurs essentiels pour cette démarche mondiale. Pour progresser efficacement dans les initiatives pour le climat au-delà de 2012, le cadre international d'action doit:

Impliquer les principales économies—L'impératif immédiat est de réussir à impliquer les principales économies mondiales. Vingt-cinq pays sont responsables de l'émission de 83 pour cent des gaz à effet de serre, regroupent 71 pour cent de la population globale, et 86 pour cent du revenu mondial. Ce groupe présente cependant de grandes disparités. Alors que tous doivent se préparer à un engagement plus conséquent, une approche équitable doit suivre le principe de «responsabilités communes mais différenciées».

Être flexible—Pour élargir la participation, le cadre international doit être suffisamment souple pour accepter différentes sortes de stratégies nationales en autorisant différents types d'engagements. Chaque pays doit avoir la possibilité de choisir une voie qui allie au mieux ses intérêts nationaux avec l'intérêt mondial dans l'action pour le climat.

Coupler l'action à court terme avec le but à long terme—L'action à court terme est absolument nécessaire sur trois fronts: atteindre des réductions d'émission immédiates et économiques; encourager le développement de technologies de pointe pour obtenir des réductions plus importantes à l'avenir; et renforcer la résilience face aux effets dévastateurs du changement climatique. Ces efforts doivent être autant que possible guidés par une vision commune des buts à long terme.

Intégrer climat et développement—Les pays peuvent contribuer à l'effort international par des actions qui vont dans le sens de leurs objectifs de développement tout en produisant des bénéfices climatiques. Dans les pays en développement, les initiatives seront plus efficaces si elles sont accompagnées d'aide, d'investissement et d'accès aux technologies propres.

S'atteler à l'adaptation—Les impacts du changement climatique commencent à se faire sentir et vont certainement s'intensifier, même si des mesures immédiates sont prises pour réduire les émissions de façon drastique. Ces impacts affectent les pauvres dans une proportion plus grande, particulièrement dans les pays en développement. L'équité commande qu'ils soient aidés.

Être perçu comme équitable—Un nouvel accord mondial sur le changement climatique ne sera possible que si tous les pays participants le perçoivent comme suffisamment juste. Cette évaluation sera au final politique. Tous les pays vont jauger l'équité selon les termes qu'ils pensent pouvoir défendre aussi bien auprès de leurs citoyens que de la communauté mondiale.

OPTIONS POUR RENFORCER L'ACTION MULTILATERALE

Les propositions qui peuvent servir d'éléments pour le futur effort international comprennent:

Objectif indicatif à long terme—Plutôt que d'essayer de négocier sur un objectif quantifié à long terme, les gouvernements et autres entités devraient continuer à exprimer clairement leurs propres visions d'un objectif à long terme. En temps voulu, elles pourraient se fondre en une vision commune plus concrète qui sous-tendrait informellement l'effort international.

Adaptation—Une nouvelle aide pourrait soutenir le développement de stratégies nationales d'adaptation et aider les pays hautement vulnérables à faire face aux besoins urgents d'adaptation. Des initiatives supplémentaires doivent être prises pour dissuader les investissements qui accroissent la vulnérabilité au climat et pour promouvoir ceux qui renforcent la résilience face au changements climatiques.

Objectifs et échanges de permis—Des quotas d'émission couplés avec des échanges internationaux devraient rester au coeur de l'effort multilatéral. Les prochains objectifs peuvent varier dans le temps, la forme et le niveau d'ambition. En plus d'objectifs obligatoires et fixes, il pourrait y avoir des objectifs «intensité», des objectifs «non contraignants», ou soumis à conditions. D'autres démarches basées sur les marchés pourraient inclure un mécanisme qui crédite les réductions d'émission résultant des politiques des pays en développement.

Approches sectorielles—Des engagements structurés autour des secteurs-clés comme l'électricité, les transports, ou l'utilisation des sols pourraient prendre différentes formes: objectifs d'émissions, normes de résultats ou technologiques, ou accords sur des «bonnes pratiques».

Approches par les politiques—Les pays pourraient s'engager sur des objectifs plus généraux intégrant les enjeux climatiques et de développement, puis soumettre des mesures nationales pour les atteindre et rendre compte périodiquement de leur mise en œuvre et de leurs résultats.

Coopération technique—Les gouvernements pourraient coordonner et accroître le soutien à la recherche et au développement des technologies de long terme. Une coopération plus intense est également nécessaire pour favoriser le déploiement de technologies propres dans les pays en développement.

L'élaboration de nouvelles propositions qui s'inspirent de ces éléments entraînera d'extraordinaires difficultés politiques, de conception et de négociation. Pour y faire face, de nouvelles formes — et de nouveaux forums — d'engagement sont peut-être nécessaires.

Une concertation entre les principales économies—Sur le front politique, les dirigeants des principales économies devraient s'engager dans une concertation informelle afin de rechercher un consensus sur la nature et le champ d'application général des efforts multilatéraux au-delà de 2012. Bien que ces concertations puissent avoir lieu dans le cadre de la CCNUCC, il serait peut-être plus facile et plus efficace de les mener à l'écart du processus, en partant du principe que les accords formels seraient négociés au sein de la Convention Cadre.

Approches conjointes—De multiples démarches peuvent être menées en parallèle, différents regroupements de pays s'engageant les uns vis-à-vis des autres dans différentes directions. De tels efforts peuvent initier des actions sur des fronts multiples et déboucher sur des enseignements utiles bénéfiques à des étapes ultérieures. Mais un assemblage ad hoc d'initiatives peut ne pas donner un effort global qui soit suffisamment opportun ou soutenu. Une approche mieux structurée peut produire des résultats plus conséquents. En reliant et en négociant en transversal, les gouvernements peuvent arriver à un arrangement suffisamment flexible pour intégrer les différentes propositions, et suffisamment coordonné pour aboutir à un niveau d'efforts supérieur. Au début, il peut être utile de se mettre d'accord sur le fait que certains pays négocieront dans certaines directions qui conviennent mieux à leur contexte.

INTRODUCTION

Il y a treize années de cela, au Sommet de la Terre de Rio de Janeiro, les dirigeants de la planète se sont entendus sur la nécessité d'agir mondialement et de manière conséquente pour faire face au défi mondial par excellence, celui du changement climatique. Avec la récente entrée en vigueur du Protocole de Kyoto et d'autres initiatives de ce genre, cet effort prend enfin tournure. Cependant les premières manifestations du réchauffement climatique ont mieux mis en évidence ses dangers et donc l'urgente nécessité d'agir. Les gouvernements et les principaux partenaires prennent réellement et de plus en plus conscience que si l'on veut le succès de l'effort international en faveur du climat, celui-ci doit être considérablement étendu et renforcé, et il doit être soutenu.

Sur une période d'un an, le Centre Pew sur les changements climatiques globaux a réuni des personnalités politiques et des partenaires de 15 pays lors du Dialogue sur le Climat à Pocantico, une suite de débats visant à étudier les différentes options de progression de l'effort international sur le changement climatique au-delà de 2012. Ce document relate l'esprit et les conclusions de ces discussions. La première partie donne les arguments pour une action immédiate et soutenue permettant de faire face au changement climatique. La deuxième partie présente un ensemble d'objectifs généraux adoptés par le groupe au début de la concertation pour structurer la future discussion. La troisième partie décrit un ensemble de démarches possibles pour l'action internationale à venir et les façons de les lier entre elles.

Les participants au Dialogue de Pocantico venaient de gouvernements, du monde des entreprises et de la société civile.¹ Ils sont intervenus en leur nom propre, et leur participation au dialogue et à ses conclusions ne préjuge aucunement des politiques et positions de leurs organismes respectifs. Du fait de la grande variété de visions au sein du groupe, le but ne pouvait être d'atteindre un consensus sur une ligne d'action spécifique, et tous les participants n'adhèrent pas forcément à chaque élément de ce compte-rendu. La présentation de ces conclusions exprime plutôt la discussion entre les participants sous forme d'un ensemble d'idées, d'options et de propositions que le groupe en tant que tel pense dignes d'intérêt pour tous ceux qui s'intéressent à la politique du climat. Les participants les présentent avec l'espoir de soutenir les avancées de l'action internationale sur le climat en contribuant à la concertation et aux décisions de la prochaine Conférence des Parties de Montréal et au-delà.

I. LES RAISONS D'AGIR

Le changement climatique mondial lance un sérieux défi à long terme aux gouvernements, aux entreprises et à la société en général. Des preuves scientifiques de plus en plus étayées fournissent une justification claire pour une action bien plus forte, dès maintenant et dans les années à venir, afin d'éviter les conséquences les plus graves du changement climatique et de se préparer à affronter les impacts qui ne peuvent être évités.

Parmi la communauté scientifique, un large consensus existe pour dire que le réchauffement global a commencé, qu'il est en grande partie le résultat de l'activité humaine, et ne peut que s'accroître. Ce consensus s'est reflété très récemment dans une déclaration commune des académies des sciences des pays du G8, du Brésil, de la Chine et de l'Inde. Elle disait : «La perception scientifique du changement climatique est désormais suffisamment claire pour que les nations lancent immédiatement des actions... (Quelques) incertitudes à propos de certains aspects du changement climatique ne sont pas des raisons valables pour remettre à plus tard une réaction immédiate.»²

Les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère ont grimpé jusqu'à 380 parties par million (ppm), pratiquement un tiers plus haut que les niveaux pré-industriels et au plus haut des 400 000 dernières années. Des prévisions indiquent qu'une stabilisation des concentrations à 450 ppm limiterait la montée des températures mondiales entre 1,2 et 2,3 degrés Celsius (2,2 à 4,1 degrés Fahrenheit) pour ce siècle, mais que, si les tendances actuelles d'émission continuent, cela représente un défi considérable. Stabiliser les concentrations à 550 ppm, environ deux fois le niveau pré-industriel, demanderait tout de même que le pic global des émissions décroisse avant le milieu du siècle de plus de 80 pour cent sans discontinuer. Selon ce scénario, la température globale grimperait de 1,6 degrés à 2,9 degrés Celsius (2,9 à 5,2 degrés Fahrenheit) en 2100, entraînant des conditions climatiques plus extrêmes, inondations et sécheresses plus nombreuses, perturbations pour l'agriculture et le réseau hydrographique, menaces pour la santé humaine, et perte d'espèces et d'écosystèmes sensibles. Les impacts physiques, économiques et sociaux du réchauffement constant varieront d'un pays à l'autre, mais en tout état de cause affecteront plus durement les pays où les populations sont les moins en mesure de les affronter.³

La coopération internationale a conduit à des avancées scientifiques importantes expliquant les causes et les conséquences du changement climatique. Il est toujours nécessaire de mener des travaux scientifiques permettant de mieux cerner les futurs risques climatiques, mais on sait que pratiquement tous les changements d'envergure auront un coût élevé. Partant du fait que certains impacts seront de toutes façons irréversibles et que certains seront catastrophiques, il est prudent, d'un point de vue économique, d'affronter ces risques avec des actions précoces et économiques qui

réduisent les émissions.⁴ Il est également capital d'investir dès maintenant plus fortement dans la recherche de nouvelles technologies capables de diminuer considérablement les émissions à terme. Reporter à plus tard ce genre d'action pourrait accroître substantiellement les coûts à long terme du changement climatique et aurait pour résultat des impacts plus rudes encore sur le climat, sapant la croissance économique, principalement dans les pays en développement.

La nécessité d'agir est claire. La question principale est de savoir quelle est la meilleure façon d'engager les gouvernements, les entreprises et le public en général dans un effort à long terme qui mobilise équitablement et efficacement la technologie et les ressources nécessaires à la protection du climat mondial tout en contribuant à une croissance économique durable.

II. STRUCTURER L'EFFORT À VENIR

Au début du Dialogue de Pocantico, les participants se sont entendus sur un ensemble d'objectifs généraux structurant leur examen des approches possibles à l'avenir. Cette discussion se basait sur la certitude que le changement climatique est par essence un défi mondial; qu'il faut lui donner une réponse mondiale; et que la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) pose les bases et fournit les principes directeurs fondamentaux de cette approche mondiale.

Les participants sont convenus qu'une approche au-delà de 2012 devrait:

Impliquer les principales économies—En élaborant la prochaine étape de l'initiative internationale pour le climat, l'impératif immédiat est de réussir à impliquer les pays assez peu nombreux mais bien différents qui forment les principales économies mondiales. Vingt-cinq pays sont responsables de 83 pour cent des émissions, et de la majeure partie des émissions projetées à l'avenir. Les mêmes pays regroupent aussi 71 pour cent de la population globale, et 86 pour cent du revenu mondial.⁵ D'un point de vue strictement environnemental, la participation de ce groupe clé est capitale pour le succès de toute stratégie à long terme de réduction substantielle des émissions globales. Étant donné leur interdépendance économique croissante, et la probabilité pour que les contraintes du carbone créent des déséquilibres concurrentiels, la participation de toutes ces principales puissances économiques est cruciale également sur un plan politique. Il sera difficile, si ce n'est impossible, pour certains de s'engager dans une action pour le climat durable et efficace si tous ceux-ci le ne font pas.

Il est indispensable, cependant, de reconnaître l'extrême diversité de ce groupe, qui comprend des pays développés et d'autres en développement, et des économies en transition. Les émissions par tête vont de 1 à 14, et les revenus de 1 à 18. Ces différences ont des implications importantes pour jauger leurs responsabilités dans le changement climatique et leurs capacités à lui faire face. Alors que tous doivent se préparer à s'engager plus fortement, dans tous les cas, le principe de «responsabilités communes mais différenciées» établi par la Convention Cadre, doit s'appliquer.⁶ Il doit permettre de faire varier autant la nature des engagements pris par les pays que les échéanciers de respect de ces engagements.

Être flexible—Bien que le changement climatique soit un défi collectif, les nations ne travailleront collectivement pour y faire face que si elles perçoivent que c'est dans leur intérêt national. Toutes les nations aspirent à la croissance et à une amélioration de leur niveau de vie. Cependant, les intérêts nationaux particuliers sont aussi différents que les contextes nationaux, que ce soit dans la nature de l'économie du pays et sa structure de gouvernance ou dans ses inclinations naturelles, son niveau

de richesse, ses priorités de développement, et sa vulnérabilité aux impacts climatiques. Les types de réglementations qui peuvent efficacement réduire les émissions de gaz à effet de serre varieront nécessairement d'un pays à l'autre. Pour obtenir une meilleure participation, le cadre pour une action multilatérale sur le climat doit donc être suffisamment souple pour accueillir différentes sortes de stratégies nationales en autorisant différents types d'engagements. Il doit permettre à tous les pays de choisir une voie qui allie au mieux l'intérêt mondial dans l'action pour le climat avec leurs intérêts nationaux.

Coupler l'action à court terme avec le but à long terme—Un effort efficace pour le climat doit être conscient des différentes échéances. À court terme, l'action est nécessaire sur trois fronts: mobiliser la technologie et les ressources existantes pour commencer à infléchir les émissions; investir dans la recherche et le développement de technologies de pointe pour obtenir des réductions bien plus importantes à l'avenir ; et renforcer la résilience face aux effets dévastateurs du changement climatique. Ces initiatives à court terme doivent être guidées, de façon formelle ou informelle, par une vision commune des buts à long terme. Que ce soit en termes environnementaux, technologiques ou en d'autres termes, les objectifs à long terme peuvent conduire à la mise en place d'initiatives à court et moyen terme, et servir d'indicateurs pour évaluer en permanence la pertinence des engagements et de leur mise en œuvre. Ils peuvent également indiquer aux marchés les solutions à long terme dans lesquelles investir, réduire ainsi les risques pour l'investissement, et contribuer à une mobilisation plus importante de la société en faisant grandir la prise de conscience publique.

Intégrer climat et développement—Comme il est stipulé dans la Convention Cadre, le climat doit être protégé par des moyens compatibles avec le développement économique. Renforcer l'effort national — et en particulier, accroître la mobilisation des pays en développement — demande de nouvelles approches pour mieux intégrer les enjeux climatiques et de développement. Les stratégies qui font progresser les priorités essentielles du développement économique et social et l'éradication de la pauvreté peuvent en même temps servir à réduire la croissance des émissions de gaz à effet de serre. De même, les mesures qui renforcent les liens sociaux et promeuvent le développement durable peuvent aider les pays à s'adapter aux impacts climatiques. Capitaliser sur ces synergies peut transformer le changement climatique en un moteur des objectifs de développement — et cesser de le considérer comme un obstacle. Dans un cadre d'action plus souple, certains pays pourraient participer en acceptant d'adopter des politiques nationales qui servent leurs objectifs de développement tout en présentant des avantages pour le climat. De telles approches peuvent être complétées par des mesures de renforcement de l'aide et des flux d'investissement vers les pays en développement, par le soutien à la diversification économique, et par un accès facilité aux technologies propres.

S’atteler à l’adaptation—Jusqu’ici, l’effort international pour le climat s’est principalement porté sur l’atténuation — la réduction des émissions de gaz à effet de serre. L’étape suivante de l’effort international doit consister à attaquer frontalement l’autre aspect de l’équation climatique: l’adaptation. C’est d’abord une question de nécessité. Les effets négatifs d’un climat qui change se font déjà ressentir et vont certainement s’intensifier, même si des mesures immédiates sont prises pour réduire les émissions de façon spectaculaire. Toutes les sociétés doivent se préparer à l’inévitable. C’est également une question d’équité. Les impacts du changement climatique affectent de façon disproportionnée les pauvres, principalement dans les pays en développement, qui ont moins la faculté de s’adapter et qui, historiquement, sont les moins responsables du changement climatique. L’équité commande qu’ils soient aidés. Pour certains d’entre eux, qui affrontent des effets immédiats ou très importants, les besoins sont particulièrement criants. L’aide à l’adaptation est enfin une nécessité politique. Un accord sur des efforts de réduction plus importants — et tout particulièrement s’ils exigent de quelconques engagements de pays en développement — ne sera obtenu que s’il accorde plus de place à l’adaptation.

Être perçue comme équitable—La recherche d’une réponse internationale efficace présente de multiples difficultés au niveau des enjeux de la répartition. C’est particulièrement évident dans les débats sur la responsabilité, le partage des charges et la compétitivité. Un nouvel accord mondial sur le changement climatique ne sera possible que si chaque gouvernement participant peut démontrer à son peuple que les résultats en sont raisonnablement équitables. Étant donné la grande variété des contextes nationaux, l’acceptation unanime d’une quelconque formule d’équité est hautement improbable. Des indicateurs chiffrés comme les émissions vues sous un angle historique, per capita ou par PIB peuvent donner des évaluations de ce que chaque partie considère comme juste. Mais cette évaluation est en fin de compte politique. La justesse d’un accord sera évaluée par chaque pays dans les termes qu’il croit pouvoir défendre aussi bien auprès de ses propres concitoyens que de la communauté mondiale. Ne pas arriver à un accord consiste de la même façon, à porter un jugement qui a des effets sur l’équité, car les impacts du changement climatique affectent différemment et injustement les peuples.



III. OPTIONS POUR RENFORCER L'ACTION MULTILATÉRALE

Dans ce cadre assez ouvert, les participants ont passé en revue un grand nombre d'approches possibles. Ces options n'étaient pas considérées comme des alternatives en soi, mais plutôt comme des «éléments» qui pouvaient être poursuivis en parallèle ou en combinaison. Cette section décrit les six éléments qui semblent les plus fondamentaux ou prometteurs et les façons qui pourraient les lier dans une approche multilatérale plus structurée.⁷

ÉLÉMENTS

Objectif indicatif à long terme—La Convention Cadre pose un but ultime: stabiliser les concentrations des GES à un niveau qui évite une interférence dangereuse de l'homme sur le climat.⁸ Certaines parties ont déjà commencé à adopter ou à exprimer clairement des objectifs chiffrés à long terme pour le climat. Parmi les exemples frappants, citons l'objectif de l'Union européenne de contenir l'élévation de la température mondiale dans les 2 degrés Celsius, l'objectif de la Californie de réduire ses émissions de 80 pour cent en 2050, et l'engagement de BP de stabiliser les concentrations à 500-550 ppm.

Des gouvernements notamment, agissant seul ou avec des parties du même avis, devraient continuer à articuler leurs visions propres d'un objectif à long terme pour le climat. De tels objectifs indicatifs canalisent les initiatives de ceux qui les adoptent tout en signalant à d'autres parties l'urgence et l'ampleur du défi. Avec le temps, avec les apports répétés de la communauté scientifique, ces buts proclamés indépendamment pourraient bien se fondre dans une vision commune plus concrète des objectifs à long terme qui peuvent stimuler l'effort international. Cependant, les incertitudes scientifiques et les enjeux politiques inhérents sont trop importants pour permettre aujourd'hui un accord formel sur un objectif chiffré à long terme, d'autant plus s'il est considéré comme une base pour de prochains engagements.⁹

Adaptation—Renforcer l'adaptation au niveau international demande de nouveaux efforts initiés à partir du climat, mais se développant bien au-delà. En pratique, l'adaptation au changement climatique se fait dans un contexte d'adaptation aux risques climatiques en général. Non seulement il est difficile dans bien des cas de déterminer si les conséquences d'une perturbation climatique particulière sont issues d'un changement d'origine humaine ou d'une variation naturelle, mais la mesure qui doit être prise pour y faire face est souvent la même. L'adaptation est un défi pour tous les pays. Le cadre international doit considérer comme cible prioritaire les besoins fondamentaux des plus vulnérables. L'objectif plus général doit être de susciter des initiatives d'ensemble visant à réduire la vulnérabilité au climat en intégrant complètement l'adaptation au processus de développement.

Au sein du cadre d'action, de nouveaux engagements financiers des pays donateurs peuvent prolonger les efforts en cours avec deux objectifs principaux: aider les pays très vulnérables à faire face aux

besoins urgents provoqués par les changements climatiques, et aider au développement de stratégies d'adaptation nationales globales. Ces stratégies, tout en canalisant et en organisant les initiatives au niveau national, peuvent servir de base pour organiser une aide qui se situe au sein du cadre d'action sur le climat et une aide complémentaire via les canaux de l'aide au développement.

Ailleurs, à un niveau international, de nouvelles initiatives doivent être prises pour décourager plus systématiquement les investissements qui augmentent encore plus la vulnérabilité au climat et pour encourager ceux qui renforcent la résilience du climat, en prenant en compte les contextes nationaux. Les banques de développement multilatérales pourraient, par exemple, poser de nouveaux critères de prêt pour systématiquement prendre en compte les risques climatiques et les mesures d'adaptation lors de la conception, de l'examen et de l'approbation d'un projet. Les donateurs bilatéraux et les financeurs privés pourraient adopter des approches similaires.

Objectifs et échanges de permis—Une caractéristique centrale du Protocole de Kyoto est l'utilisation de quotas d'émissions couplés avec des échanges internationaux de permis. De telles approches basées sur le marché doivent rester au cœur de l'action internationale. Les objectifs d'émission offrent un niveau acceptable de certitudes environnementales tout en permettant aux pays qui les ont adoptés une flexibilité considérable pour adapter les stratégies nationales de réduction d'émissions au contexte national. Les objectifs peuvent aussi être modulés pour répondre à des préoccupations d'équité et peuvent être échelonnés dans le temps. Le principal avantage des échanges de quotas, cependant, réside dans leur efficacité économique: permettre à des émetteurs d'acheter ou de vendre des permis les incite très fortement à rechercher les possibilités de réductions d'émissions au coût le plus bas.

Le Protocole de Kyoto utilise un type particulier d'objectifs d'émissions: un objectif national contraignant qui limite le total des émissions par rapport à une année de référence acceptée par tous.¹⁰ Une future approche pourrait également autoriser d'autres types d'objectifs. Parmi les possibilités, on peut citer:

- Des objectifs indexés, ou «intensité», qui limitent les émissions par rapport à un indicateur comme le PNB, améliorant la prévisibilité des coûts en permettant aux émissions de fluctuer selon les hauts ou les bas d'une économie nationale;
- Des quotas non contraignants ou «jamais perdants», qui permettraient à un pays de commercialiser des réductions en dessous de ses objectifs, ce qui créerait une incitation pour des efforts de réduction plus importants, mais qui n'entraînerait pas de pénalités si l'objectif est dépassé; ou
- Des objectifs soumis à condition, qui ne resteraient contraignants que dans des conditions spécifiques — par exemple, seulement si les coûts de conformité restent inférieurs à un niveau pré-établi.

Les objectifs pourraient varier dans le temps, dans la forme et dans le niveau de rigueur pour leur application. Cette différenciation peut venir de négociations ad hoc ou de critères acceptés par tous.

Un deuxième instrument de marché mis en place par le Protocole de Kyoto, le Mécanisme de développement propre (MDP), permet aux pays qui ont des objectifs quantifiés d'acheter des crédits certifiés de réductions d'émission à des pays qui n'en ont pas. Cela donne aux pays développés des possibilités de réduction à moindre coût tout en encourageant les investissements dans le développement durable dans les pays en développement. Le MDP, cependant, n'autorise le crédit que pour des projets individuels. Un encouragement plus efficace pour des réductions d'émissions à plus grande échelle pourrait découler d'un mécanisme de crédit «programmatisé». Par exemple, les réductions au sein d'un secteur donné régi par des politiques telles que des normes d'efficacité énergétique pourraient, après vérification, être créditées à la vente sur le marché international des quotas d'émissions.¹¹

Approches sectorielles—Une autre option consiste à structurer les initiatives internationales autour de secteurs: les gouvernements et/ou les entreprises acceptent des mesures de limitation ou de réduction des émissions dans des secteurs clés générant des gaz à effet de serre (GES) comme les transports, l'énergie, les usages des sols, l'acier, le ciment ou d'autres industries ou activités fortement émettrices.

Dans certains secteurs, un effort concerté peut être possible tout en engageant un nombre restreint de parties. Dans le secteur automobile par exemple, un accord entre seulement 15 pays et encore moins d'entreprises couvrirait l'essentiel du marché mondial.¹² De même, dans des secteurs à fort taux d'échanges internationaux, un accord sectoriel pourrait aborder le terrain de la compétitivité en garantissant la comparabilité des efforts dans un secteur donné (à l'inverse d'une démarche à l'échelle d'une économie nationale, qui permet à chaque pays de protéger des contraintes des quotas une industrie de son choix). Enfin, des chiffres fiables d'émissions, tout comme d'autres renseignements, sont plus faciles à obtenir dans certains secteurs que pour une économie nationale dans son ensemble, spécialement dans les pays en développement.

Les initiatives sectorielles internationales pourraient prendre diverses formes, dont celles des objectifs d'émissions (absolus, intensité, ou non contraignants), des normes de résultats ou technologiques, ou des accords de «bonne pratique». Ces accords peuvent intervenir entre des gouvernements, entre des entreprises ou entre des combinaisons des deux. Dans une démarche de cette sorte, les initiatives peuvent être différenciés, ou peuvent démarrer avec une poignée de pays ou d'entreprises et se développer avec le temps. Les possibilités sont les suivantes:

- Standards différenciés d'efficacité énergétique ou d'émissions de GES;
- Objectifs intensité différenciés pour l'électricité ou les industries fortement consommatrices d'énergie;
- Des objectifs d'augmentation, de stabilisation ou de ralentissement des réductions des stocks de carbone dans le secteur agricole ou forestier, ou
- Des normes d'élimination des anciennes technologies ou, dans la production électrique à base de combustibles fossiles, d'introduction de technologies avancées de combustion et de capture et stockage du carbone.

Approches par les politiques—Des pays pourraient s’entendre pour entreprendre des politiques qui contrôlent les émissions tout en faisant avancer des objectifs primordiaux économiques, sociaux et de développement.

Une approche pourrait consister pour les pays à s’engager sur des objectifs de politique générale, puis sur des politiques ou des mesures nationales spécifiques pour les atteindre. Ils peuvent, par exemple, convenir que:

- En s’efforçant de développer les services énergétiques ou de renforcer la sécurité énergétique, ils mettront en œuvre des mesures qui renforcent la maîtrise de l’énergie, qui augmentent l’utilisation des énergies renouvelables et maîtrisent les émissions de GES;
- En s’efforçant d’améliorer les services de transport ou de réduire la pollution de l’air, ils prendront des mesures pour améliorer l’efficacité énergétique et développer l’usage des carburants plus propres; ou
- En s’efforçant d’augmenter la productivité agricole ou d’encourager l’exploitation forestière durable, ils prendront des mesures qui développent l’usage de pratiques de séquestration du carbone.

Les pays pourraient régulièrement rendre compte de l’application des politiques et mesures promises et leurs effets estimés sur les émissions, leurs rapports étant examinés selon des procédures acceptées à l’avance.

Cette combinaison d’engagements généraux et de mesures précises pourrait aider les pays à mieux intégrer les préoccupations sur le climat dans leurs plans de développement, permettre à des politiques de s’adapter aux contextes nationaux, et conférer une reconnaissance internationale à des efforts en cours ou à venir visant à infléchir les courbes des GES. Les pays en développement qui s’engagent dans une telle démarche peuvent avoir besoin d’une assistance financière ou technique leur permettant de développer et mettre en œuvre des politiques efficaces et qui vont dans le sens d’engagements significatifs.

Coopération technique—La plupart des démarches décrites jusqu’à présent visent d’une façon ou d’une autre à «tirer» vers le marché les technologies favorables au climat. D’autres démarches sont nécessaires pour «pousser» la technologie — particulièrement les technologies de long terme — et pour favoriser un accès large et équitable à ces technologies.

Alors que des réductions d’émission conséquentes peuvent être obtenues avec des technologies existantes, les réductions plus importantes nécessaires à long terme ne peuvent être atteintes qu’au moyen de nouvelles technologies. Des actions ciblées sont nécessaires pour élaborer et encourager des percées technologiques qui nécessitent des investissements continus peu susceptibles d’être motivés par des objectifs de réductions d’émission à proche ou moyenne échéance. Les actions futures pourraient inclure des accords ou des engagements entre groupes de pays pour mieux coordonner et augmenter de manière importante le soutien gouvernemental aux initiatives de développement d’options à long terme comme l’hydrogène, les piles à combustibles, les réacteurs nucléaires de prochaine génération, la production d’énergie solaire à grande échelle, les biocombustibles, ou la capture et le stockage du

carbone. Les gouvernements pourraient négocier des engagements de financements et les termes d'un partage des technologies, établir des partenariats avec des entreprises pour augmenter l'expertise et l'investissement privés, et encourager les projets de démonstration sur le terrain pour diffuser les bonnes pratiques, plus spécialement dans les pays en développement.

Une des façons de structurer et d'encourager les efforts de R&D consisterait pour les gouvernements à s'entendre sur des objectifs à long terme comme par exemple des émissions nettes nulles dans des secteurs clés — par exemple, en 2025 dans le secteur électrique, ou en 2080 dans le secteur automobile.¹³ Des objectifs d'émissions nulles fixeraient ainsi un but précis et clair autour duquel organiser des activités de recherche à long terme et pourraient être liés à des accords sectoriels qui préciseraient des engagements de réduction à court terme.

Une coopération plus importante est également nécessaire pour favoriser le déploiement de technologies existantes ou à venir favorables au climat dans les pays en développement. Comme dans le secteur du développement des technologies, les investissements du secteur privé, qu'ils soient étrangers ou intérieurs, resteront probablement les principaux moyens de diffusion de la technologie. Les flux financiers peuvent être dirigés vers les technologies de réduction des GES par des incitations fiscales ciblées dans les pays d'origine et par des garanties de prêts des agences de crédit à l'export. Parmi les actions complémentaires, on peut citer:

- Des emprunts à taux réduits à long terme accordés par des banques multilatérales de développement pour le déploiement de technologies à faibles rejets de GES;
- Des financements aux pays en développement pour encourager le renforcement des capacités et la création d'environnements réglementaires favorables; et
- Des accords entre gouvernements pour faciliter l'accès aux technologies commerciales tout en protégeant les droits de propriété et autres intérêts privés.

DES ÉLÉMENTS À L'ACTION

La Convention Cadre et le Protocole de Kyoto déterminent un certain nombre d'importantes possibilités pour lancer de nouvelles initiatives ou de chercher de nouveaux accords pour renforcer et de développer l'action multilatérale pour le climat au-delà de 2012. Cependant, l'élaboration de nouvelles approches qui s'inspirent des éléments décrits ci-dessus suscitera d'extraordinaires défis politiques, de conception et de négociation. Y répondre demandera de nouvelles formes — et forums — d'engagement.

Une concertation entre les principales économies—Comme nous l'avons dit plus haut, un effort pour être efficace doit impliquer les principales économies du monde. Une composante essentielle doit donc être d'obtenir un large consensus politique parmi 15 à 30 pays clés sur la nature générale et l'étendue des futures actions internationales.

Un tel consensus ne sera possible que si la question arrive à maturité, et si la volonté politique se renforce au sein de chacun des pays. Mais il y faudra également des forums au cours desquels les leaders peuvent informellement échanger leurs vues et développer une compréhension partagée. Le Dialogue sur le changement climatique, l'énergie propre et le développement durable lancé au Sommet du G8 à Gleneagles en juillet 2005 est l'un d'entre eux. Une étape parallèle ou supplémentaire logique demanderait qu'une concertation à haut niveau entre les principales économies soit consacrée plus précisément à l'examen de toutes les approches possibles post-2012. Une telle concertation doit garder à l'esprit les besoins et les préoccupations d'autres pays, et en particulier de ceux qui sont les plus vulnérables aux impacts climatiques.

Cette concertation pourrait avoir lieu au sein du processus de la CCNUCC. À cause des sensibilités politiques, cependant, il peut être plus pratique et fructueux à ce stade de la mener informellement à l'extérieur du processus. Il doit être bien clair que son but est le dialogue, non la négociation, et que tout accord formel doit être négocié au sein de la Convention Cadre. La Convention est suffisamment ouverte et flexible pour intégrer virtuellement toutes les approches décrites ici, et elle est le lieu de convergence naturel pour relier les différentes approches dans un ensemble d'arrangements politiques mutuels.

Relier les approches: deux options—Au delà du besoin d'un consensus politique, avancer avec des approches multiples soulève des problèmes cruciaux de conception et de processus. Ils incluent: comment lancer de nouveaux efforts et négociations; le degré d'intégration des différentes approches; et la nature de leurs liens avec le cadre multilatéral existant. Ils pourraient avoir une grande influence sur le type de résultats que l'on pourrait obtenir.

Voici les esquisses de deux voies possibles pour poursuivre des démarches multiples simultanées. Dans la première, les efforts avancent parallèlement, mais de façon essentiellement indépendante; dans la deuxième, les pistes sont explicitement reliées et structurées. Les deux seraient cohérentes avec la Convention Cadre. On pourrait les considérer comme alternatives; ou alors elles pourraient ensemble tracer un chemin pour passer d'une action modeste à une action globale plus ambitieuse. Ces idées sont présentées ici non comme des approches complètement finalisées, mais plutôt pour stimuler un dialogue et des analyses ultérieures.

Voies parallèles—Pendant que les pays estiment quelles approches conviennent le mieux à leur contexte, des groupes de pays aux idées similaires peuvent commencer à s'engager les uns avec les autres sur des voies différentes. Ces pistes parallèles peuvent correspondre aux éléments suivants:

- Objectifs et échanges de permis
- Approches sectorielles
- Approches basées sur les politiques
- Coopération technique, et
- Adaptation.

Des combinaisons différentes (qui peuvent se recouper) de pays passeraient des accords selon des voies différentes. Les principaux pays producteurs d'acier, par exemple, pourraient explorer les approches sectorielles. D'autres pourraient aussi négocier sur des objectifs quantifiés nationaux ou des engagements technologiques, alors que d'autres encore pourraient examiner les approches basées sur les politiques. Au fur et à mesure que les accords seraient conclus, les pays participants en tiendraient informée la Convention Cadre. Mais à part cela, les différentes pistes continueraient de rester indépendantes les unes des autres.

Des initiatives parallèles comme celles-ci pourraient lancer l'action sur le climat sur de multiples fronts, aider à construire une confiance accrue dans et entre les pays, et grâce à leur diversité, produire des leçons valables pour guider des actions futures. Cependant, une démarche purement ascendante pourrait ne produire qu'un assemblage disparate d'initiatives, présentant peu de garantie d'arriver à un effort global suffisamment rapide ou conséquent.

Un modèle intégré—Expressément relier les approches peut permettre un effort global plus conséquent. Pour que les gouvernements et le secteur privé se lancent et persistent dans des actions ambitieuses pour le climat, ils doivent être persuadés que leurs homologues y participent équitablement. Un accord intégré pourrait contribuer à procurer cette assurance mutuelle. En établissant des liaisons et en passant d'une voie à l'autre, il peut être possible d'arriver à un arrangement qui soit à la fois suffisamment souple pour accueillir les différentes approches, et suffisamment réciproque pour aboutir à un niveau global d'effort supérieur.

Cette approche plus intégrée pourrait être amorcée par une décision formelle des parties à la CCNUCC d'ouvrir les négociations. De telles négociations seraient probablement plus complexes que selon la première approche. Elles pourraient prendre la forme de négociations séquentielles: Les pays avanceraient les propositions décrivant les engagements ou les promesses qu'ils sont disposés à faire sur une ou plusieurs voies. Après avoir donné le temps à chacun d'évaluer les propositions des autres, les gouvernements auraient ensuite la possibilité d'ajuster leurs propositions, ou de suggérer aux autres d'ajuster les leurs. Cette succession d'ajustements continuerait jusqu'à ce qu'un accord soit atteint sur une proposition globale.

Un des enjeux préliminaires est de savoir comment définir explicitement les termes de l'engagement. Permettre aux pays une flexibilité totale dans le choix des pistes qu'ils empruntent pourrait ne produire qu'un faible niveau d'effort. Si certaines des économies principales sont prêtes à ne participer qu'à des accords technologiques, et non à des efforts de réduction à moyen terme, d'autres peuvent se sentir peu incités à faire plus. Pour encourager un effort global plus équilibré et par conséquent plus important, il serait peut-être utile dès le départ d'être d'accord sur le fait que certains pays négocieront selon des pistes fléchées en fonction de leur contexte. Il pourrait par exemple être décidé qu'un certain groupe de pays négociera sur des objectifs

d'émission contraignants alors qu'un autre aura le choix entre des objectifs ou d'autres formes d'engagement. Il pourrait être décidé que tous les pays négocieront sur des objectifs, de différents types selon des groupements différents. On pourrait alternativement décider que les pays les plus riches s'engageront à financer le développement et la diffusion de technologies, l'adaptation, ou le renforcement des capacités, à des niveaux à négocier.

La complexité reconnue de cette démarche mettrait la créativité et l'habileté des négociateurs et des partenaires à l'épreuve, mais ce peut être le prix à payer pour obtenir un cadre à géométrie variable capable de générer un effort global plus ambitieux.

Évaluer l'effort et son efficacité—Un élément clé d'une démarche internationale réussie est la possibilité d'évaluer de façon fiable les niveaux relatifs de l'effort et l'efficacité de l'effort global.

Comme il est noté plus haut, les accords ne sont possibles que si toutes les parties les considèrent équitables. Bien que l'équité relève in fine d'un jugement politique, les parties seront les mieux à même de porter ces jugements si elles comprennent les actions que les autres proposent de mettre en œuvre et si elles peuvent estimer les niveaux relatifs d'effort. Ceci requiert une analyse fine des tendances économiques, des scénarios d'émissions, des coûts et bénéfices estimés des actions proposées, et des contextes nationaux tels que leur niveau de développement et leurs ressources naturelles. Même l'analyse d'une proposition raisonnablement simple s'appliquant à une seule entité politique est par essence déjà compliquée et souvent conflictuelle. Comparer de nombreuses propositions, spécialement un mélange d'engagements ou de mesures chiffrées et non chiffrées, est beaucoup plus difficile. Cela demande que toutes les parties aient, ou puissent avoir accès, à des compétences d'analyse fortes et indépendantes.

Finalement, l'important, plus que l'action, c'est l'efficacité. Quelle que soit la forme qu'il prend, l'effort international pour le climat doit constamment tirer des enseignements, et être mesuré à l'aulne des meilleures estimations possibles de la mise en œuvre et des résultats. Ceci requiert un bon niveau de contrôle et de collecte d'informations, des accords sur les conditions de présentation et de d'inspection, et de plus larges consensus sur les objectifs à long terme. Les dispositions de la Convention Cadre donnent des occasions de conduire ces estimations.

CONCLUSIONS

Renforcer l'action contre le changement climatique est l'un des défis les plus urgents que doit affronter la communauté mondiale. Bien que la définition de nouvelles politiques et processus politiques soient nécessaires, ils ne sont qu'une partie de la réponse. D'autres éléments seront tout aussi cruciaux pour qu'un large consensus permette de déboucher sur une réponse internationale qui soit équitable, efficace et durable.

Le premier élément nécessaire est l'ouverture. Le danger existe que les positions, même justifiées, se figent à tel point qu'elles rendent tout accord significatif impossible. De plus en plus, tous devraient être disposés à écouter les opinions des autres et à revoir les leurs, et rester ouverts à de nouvelles idées. Ce rapport est présenté dans cet état d'esprit — comme une incitation à la réflexion et à la concertation, et si ses idées se révèlent valables, comme une contribution à des actions significatives.

Une deuxième nécessité est celle d'un engagement plus large. Un consensus réel ne sera possible qu'en atteignant, au-delà des initiés du climat, les forces vives et les décideurs au travers des gouvernements et des sociétés, dans les champs de la finance, du commerce, de l'énergie et du développement. Il est capital en particulier que les entreprises soient plus étroitement associées. L'action pour le climat ne peut réussir qu'avec les idées, le capital et le leadership du secteur privé. Sur le terrain de la technologie, son expérience et son expertise sont inestimables pour les gouvernements. Les entreprises peuvent aussi participer plus directement aux actions à venir en élaborant des accords de branches comme bases de l'action internationale ou en négociant directement avec les gouvernements.

Une plus grande ouverture d'esprit et un engagement plus important peuvent à leur tour contribuer à produire un troisième et peut-être le plus essentiel des éléments: une volonté politique plus forte. Quand et comment la volonté politique se réveille dépend d'une série de facteurs dont certains sont plus prévisibles que d'autres. Une documentation sérieuse donnée par les scientifiques sur les impacts du réchauffement aidera à attirer l'attention des médias et du public. Pendant que grandit l'exigence d'agir, grandit aussi dans le secteur privé la conscience des débouchés que cela représente. Cristalliser cette volonté émergente dans une action forte et durable nécessite cependant quelque chose de plus — un leadership politique.

La volonté politique est en général une affaire nationale. Elle ne peut être imposée de l'extérieur; elle doit venir de l'intérieur. Mais les attitudes et les actions d'autres nations peuvent soit y contribuer, soit lui nuire. Un effort international efficace peut non seulement capitaliser sur — mais aussi contribuer à — l'émergence d'une volonté politique dans les nations elles-mêmes. Par des démarches qui respectent et reflètent les besoins de tous, il sera avec un peu de chance possible de rallier la volonté collective nécessaire pour répondre avec succès au défi fondamental qu'est le changement climatique global.

LISTE DES PARTICIPANTS

Les fonctions ne sont citées que pour une meilleure identification. Les participants ont pris part aux débats à titre individuel.

CO-PRESIDENTS

Eileen Claussen
President
Pew Center on Global Climate Change
Centre Pew sur les changements climatiques globaux

Ged Davis
Managing Director
World Economic Forum
Forum économique mondial

PARTICIPANTS

Howard Bamsey
Deputy Secretary
Department of the Environment and Heritage
Australian Greenhouse Office
*Département de l'Environnement et du Patrimoine
Bureau australien de l'Effet de Serre
Australia/Australie*

Francisco Barnés de Castro
Commissioner
Energy Regulatory Commission
*Commission de Régulation de l'Énergie
Mexico/Mexique*

Howard Brown
Assistant Deputy Minister
Natural Resources Canada
*Département des Ressources naturelles du Canada
Canada*

Preston Chiaro
Chief Executive Energy
Rio Tinto plc

Jo Cooper
Vice President
Government and Industry Relations
Toyota

Chandrashekar Dasgupta
Distinguished Fellow
The Energy and Resources Institute (TERI)
Institut Tata de l'Énergie et des Ressources

Henry Derwent
Director
Climate, Energy and Environmental Risk
Department of Environment, Food and Rural Affairs
*Département de l'Environnement, de l'Alimentation et
des Affaires rurales
United Kingdom/Royaume-Uni*

Raúl Estrada-Oyuela
Special Representative for International
Environmental Affairs
Ministry of Foreign Affairs
*Ministère des Affaires étrangères
Argentina/Argentine*

Hiroyuki Fukano
Director-General for Environmental Policy Unit
Ministry of Economy, Trade and Industry
*Ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie
Japan/Japon*

Gao Feng
Acting Director General (former)
Department of Treaty and Law
Ministry of Foreign Affairs
*Département des Traités et des Lois
Ministère des Affaires étrangères
China/Chine*

Jim Greene
Senior Policy Advisor to the Hon. Joseph R. Biden, Jr.
U.S. Senate Foreign Relations Committee
Comité des Relations extérieures du Sénat des Etats-Unis
USA

Mark Helmke
Senior Professional Staff
U.S. Senate Foreign Relations Committee
Comité des Relations extérieures du Sénat des Etats-Unis
USA

Helen Howes
Vice President
Environment, Health and Safety
Exelon Corporation

Meg McDonald
General Manager
Corporate Affairs
Alcoa World Alumina Australia

Charles Nicholson
Group Senior Advisor
BP

Michael Oppenheimer
Albert G. Milbank Professor of
Geosciences and International Affairs
Princeton University

Wendy Poulton
General Manager
Corporate Sustainability
Eskom

Karsten Sach
Deputy Director General
International Cooperation
Federal Ministry for the Environment, Nature
Conservation and Nuclear Safety
*Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection
de la nature et de la Sécurité nucléaire*
Germany/Allemagne

Enele Sopoaga
Ambassador and Permanent Representative
Permanent Mission to the United Nations
Permanent auprès des Nations-Unies
Tuvalu

Paul Tebo
Consultant
DuPont

Simon Upton
Chairman, Round Table on Sustainable Development
Organisation for Economic Cooperation and
Development
*Organisation de Coopération et de Développement
économiques*

Everton Vieira Vargas
Special Assistant to the Secretary General
Former Director General of the Department of
Environment and Special Affairs
Ministry of Foreign Relations
Ministère des Affaires étrangères
Brazil/Brésil

Michael Zammit Cutajar
Ambassador for International Environmental Affairs
Malta/Malte

Zhou Dadi
Director
Energy Research Institute
National Development and Reform Commission
Institut de Recherche sur l'énergie
Commission du Développement national et de la Réforme
China/Chine

CHEF DE PROJET

Elliot Diringer
Director
International Strategies
Pew Center on Global Climate Change
Centre Pew sur les changements climatiques globaux

CONSEILLERS

Daniel Bodansky
Emily and Ernest Woodruff Chair in International Law
University of Georgia
Université de Géorgie

Jonathan Pershing
Director
Climate, Energy and Pollution Program
World Resources Institute
Institut des Ressources mondiales

Xueman Wang
Lead Counsel, Climate Change
Centre for International Sustainable Development Law
Centre de Droit international pour le Développement durable

CHARGÉS DE MISSION

Christie Jorge-Tresolini
Senior International Fellow
Pew Center on Global Climate Change
Centre Pew sur les changements climatiques globaux

Joanna Lewis
Senior International Fellow
Pew Center on Global Climate Change
Centre Pew sur les changements climatiques globaux

Sophie Chou
Senior International Fellow (former)
Pew Center on Global Climate Change
Centre Pew sur les changements climatiques globaux

NOTES

1. Voir la liste des participants, page 22.
2. Déclaration commune des Académies des Sciences sur la réponse globale au changement climatique (2005).
3. Troisième rapport d'évaluation du GIEC (2001).
4. *Addressing Cost*, dans Aldy et al. (2003).
5. Baumert et al. (2004).
6. L'article 3.1 de la Convention stipule: «Les Parties doivent protéger le système climatique... sur la base de l'équité et en accord avec leurs responsabilités communes mais différenciées, et selon leurs capacités respectives».
7. «Efforts internationaux pour le climat au-delà de 2012: une étude des approches» décrit le large éventail d'approches présentées au début de la concertation (Bodansky et al. 2004a). Des approches choisies et leurs mérites respectifs ont ensuite été décrits dans deux documents successifs, «Éléments pour le débat: Approches possibles pour faire progresser les actions internationales sur le changement climatique», et «Éléments pour le débat: une estimation» (Bodansky et al. 2004b et 2005).
8. CCNUCC, article 2.
9. A Long-Term Target: Framing the Climate Effort, dans Aldy et al. (2003).
10. Selon le Protocole, les pays développés et les autres parties de l'Annexe I respectent des engagements chiffrés de limitation ou de réduction d'émission pour la période d'engagement de 2008-2012, qui vont de -8 pour cent à +10 pour cent, par rapport à l'année de référence qui est dans la plupart des cas, 1990.
11. Un mécanisme de crédit «programmatique» peut s'ajouter à la démarche politique, ou se replacer dans l'approche technologique décrite ailleurs parmi les «Éléments». Pour que les crédits de réductions d'émissions soient certifiés dans les MDP, il doit être prouvé qu'un projet va diminuer les émissions à partir d'un niveau de référence projeté. Une démonstration similaire serait nécessaire dans une démarche «programmatique».
12. Baumert et al (2005).
13. «Nettes nulles» signifie que les émissions sont soit réduites à zéro, soit qu'elles sont entièrement séquestrées ou neutralisées. Cela permettrait, par exemple, de continuer à générer de l'électricité à partir de combustibles fossiles ou de s'en servir comme approvisionnement dans la production de combustible à l'hydrogène pour les transports, à condition que les émissions de carbone qui en résulte soient séquestrées.

REFERENCES

CONTRIBUTIONS AU DIALOGUE

- Aldy, J. E., J. Ashton, R. Baron, D. Bodansky, S. Charnovitz, E. Diringer, T.C. Heller, J. Pershing, P.R. Shukla, L. Tubiana, F. Tudela, X. Wang. 2003. "Beyond Kyoto: Advancing the International Effort Against Climate Change," Pew Center on Global Climate Change, Arlington, VA.
- Baumert, K., J. Pershing, T. Herzog, M. Markoff. 2004. "Climate Data: Insights and Observations, Pew Center on Global Climate Change, Arlington, VA.
- Baumert, K., J. Pershing, T. Herzog. 2005. "Climate Data: A Sectoral Perspective," Pew Center on Global Climate Change, Arlington, VA.
- Bodansky D., S. Chou, C. Jorge-Tresolini. 2004a. "International Climate Efforts Beyond 2012: A Survey of Approaches," Pew Center on Global Climate Change, Arlington, VA.
- Bodansky, D., E. Diringer, J. Pershing, X. Wang. 2004b. "Strawman Elements: Possible Approaches to Advancing International Climate Change Efforts," Pew Center on Global Climate Change, Arlington, VA. Available at <http://www.pewclimate.org/pocantico.cfm>.
- Bodansky, D., E. Diringer, X. Wang. 2005. "Strawman Elements: An Assessment," Pew Center on Global Climate Change, Arlington, VA. Available at <http://www.pewclimate.org/pocantico.cfm>.

RÉFÉRENCES COMPLÉMENTAIRES

- GIEC. Troisième rapport d'évaluation. Bilan 2001 des changements climatiques. Groupe de travail I: Les éléments scientifiques; Groupe de travail II: Conséquences, adaptation et vulnérabilité; Groupe de travail III: Mesures d'atténuation. OMM/PNUE.
- Déclaration commune des Académies des sciences sur la réponse globale au changement climatique. 2005. Disponible en ligne sur http://www.academie-sciences.fr/actualites/textes/G8_fr.pdf.
- Convention Cadre des Nations-Unies sur le Changement Climatique Disponible en ligne sur <http://unfccc.int/resource/docs/convkp/convfr.pdf>.

Pew Center on Global Climate Change
2101 Wilson Boulevard · Suite 550 · Arlington, VA 22201 USA
Phone: 703.516.4146 · www.pewclimate.org



PEW CENTER

ON

Global CLIMATE CHANGE

